

# Rouge & Vert

## LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

ÉDITO

# Vers le congrès des Alternatifs

Le congrès 2013 des Alternatifs aura lieu à Paris du samedi 9 au lundi 11 novembre

4 questions principales seront en débat :

- La situation sociale et politique avec l'évolution «néo-blairiste» du gouvernement, les terrains de mobilisation, la construction d'une alternative sociale et écologique, les enjeux électoraux de 2014.

- Le bilan de la participation des Alternatifs au Front de Gauche, dans les départements comme au niveau national, et les conclusions à en tirer

- La convergence de divers courants et organisations (dont les Alternatifs, la Gauche Anticapitaliste, la Fase, Convergences et Alternative, des membres de la Gauche Unitaire et des militant-e-s «non encarté-e-s» aux engagements associatifs et syndicaux divers<sup>1</sup>.

- Les perspectives et modes d'organisation des Alternatifs, qui, bien entendu, seront pour partie fonction de l'issue des autres débats

En outre il a été décidé d'aborder trois questions au congrès

- une déjà en débat au sein du

mouvement, et qui fait l'objet de plusieurs contributions dans *Rouge & Vert* : discriminations, « islamophobie »...

- un débat sur les questions écologiques : transition écologique, «écosocialisme»...

- un débat sur le financement de la protection sociale, notamment autour de la question salaire socialisé/élargissement de l'assiette des cotisations.

La coordination des Alternatifs a précisé le déroulement des travaux du Congrès :

- le samedi 9/11 après midi sera consacré aux rapports d'activité et financier, puis au trois débats discriminations», transition écologique, protection sociale

- le dimanche 10/11 au travail sur la situation sociale et politique, le Front de Gauche, la nouvelle force, les perspectives des Alternatifs

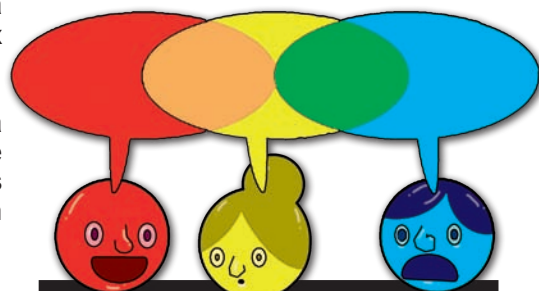
- le lundi 11/11 en matinée aux débats, amendements et votes sur les textes issus de la commission des résolutions, puis est prévu, de 14 à 15h, un échange sur la mise en œuvre des décisions.

Un premier cahier de débat interne

a été envoyé en septembre aux adhérent-e-s du mouvement, un second va suivre. ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

<sup>1</sup> Des Assises de ce regroupement auront lieu les 23 et 24 novembre à la Bourse du Travail de Saint-Denis (93)



**LE CONGRÈS 2013 DES ALTERNATIFS**

AURA LIEU

DU SAMEDI 9 NOVEMBRE

À PARTIR DE 14H (ACCUEIL 13H)

AU LUNDI 11 NOVEMBRE

JUSQU'À 15H

AU FIAP-JEAN-MONNET 30 RUE CABANIS  
PARIS 14E M° GLACIÈRE

# Chronique d'une défaite annoncée...

**A** l'heure où vous découvrirez ces lignes, le débat parlementaire sur la réforme des retraites sera ouvert. Et le nouveau recul voulu par un gouvernement, chaque jour davantage aux ordres de la Commission européenne, sur le point d'être avalisé, malgré d'ultimes barouds d'honneur syndicaux menés par CGT, FO, FSU et Solidaires.

La journée d'action intersyndicale nationale du 10 septembre, malgré ses limites, aurait pourtant pu constituer un point d'appui pour poursuivre la mobilisation syndicale. A condition que les directions confédérales aient vraiment voulu mener à son terme le bras de fer avec le gouvernement Ayrault.

Sans nier l'habileté de la panoplie communicationnelle mise en œuvre par le Premier Ministre pour justifier sa réforme, et le soutien actif reçu de la part de la direction CFDT, force aussi est de constater les difficultés qu'ont rencontrées les équipes syndicales pour

pousser et élargir la mobilisation sociale. Faute d'alternative, c'est aujourd'hui un sentiment mitigé, mélange de « moindre mal » et de « tous pourri » qui aujourd'hui se répand à une échelle de masse et accroît une démoralisation mortifère pour la classe ouvrière.

Il n'y a pourtant rien de plus urgent que de (re)construire une opposition sociale à un gouvernement si servile à l'égard du MEDEF. Le Front de Gauche peut y contribuer en menant une guérilla parlementaire à la Chambre et au Sénat et, surtout, en mobilisant autour des choix qui devraient être ceux d'un gouvernement véritablement à gauche. La panoplie commune élaborée autour de la Fondation Copernic et d'ATTAC y suffit largement. Mais là encore, faut-il une commune volonté de choisir l'épreuve de force contre un gouvernement Hollande-Ayrault chaque jour davantage aux ordres de la troïka. ■

Julien DOUILLARD

## Communiqué des Alternatifs Alpes Maritimes VALLS-CIOTTI SUR LES ROMS :

# MATCH NUL ET BALLE A L'EXTREME-DROITE

Dans des propos abjects tenus ces derniers jours, Manuel Valls et Eric Ciotti rivalisent sur le dos des Roms, alors que les expulsions continuent dans la droite ligne de la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon et que les principes et recommandations de l'UE contre les discriminations et pour l'intégration des Roms sont bafoués par la France, sous les yeux de la communauté internationale. Ces propos de Valls et Ciotti sont non seulement abjects, mais aussi irresponsables car ils participent aujourd'hui de la construction du racisme en période de crise et alimenteront demain le vote pour l'extrême droite et le FN, ainsi légitimés dans leur discours de suspicion systématique, de rejet et

de haine des étrangers.

Ces propos témoignent de la poussée des idées d'extrême-droite non seulement à droite mais aussi dans une partie de la gauche.

**Ce contexte très inquiétant justifie d'autant plus la manifestation citoyenne organisée à Nice par de nombreuses associations le samedi 28 septembre à 17 h pour dire haut et fort le refus total qu'Estrosi, Ciotti ou Valls parlent en notre nom.**

C'est pourquoi **les Alternatifs des Alpes-Maritimes apportent leur soutien déterminé à cette manifestation : plus que jamais, l'heure est à la vigilance et à la mobilisation !** ■



LE DEVELOPPEMENT DE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE REPOSE SUR L'ENGAGEMENT DES ADHERENT/E/S ET DES SYMPATHISANT/E/S DES ALTERNATIFS COMME SUR L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'ABONNEMENTS. DE NOMBREUX ABONNEMENTS A ROUGE & VERT SONT UN ENCOURAGEMENT A RENFORCER NOTRE ACTIVITE, ET NOUS EN DONNENT LES MOYENS. NOUS COMPTONS SUR TOUS

## Rouge & Vert Je m'abonne!

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «Lettre des élu-e-s»  
 Je rejoins les Alternatifs en 2013

Ci-joint chèque de 50 euros à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :  
Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris



40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : [contact@alternatifs.org](mailto:contact@alternatifs.org)  
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n°1013 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,  
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

Ont participé à ce numéro :

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE,  
Julien DOUILLARD,  
Jean FALCO,  
Jacques FONTAINE,  
Guy GIANI  
OLYMPHE  
et  
Alain VÉRONÈSE

Édité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)  
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R. Mérieux

imprimé par Expressions II :  
01 43 58 26 26

[WWW.ALTERNATIFS.ORG](http://WWW.ALTERNATIFS.ORG)



Communiqué des Alternatifs 29 septembre 2013

# CLIMAT

**Le GIEC, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, a rendu son 5ème rapport le 27 septembre 2013, pour faire le point sur l'état du changement climatique en cours. En regard de l'urgence à répondre à la crise écologique, le bilan de la politique du gouvernement PS-Europe Ecologie-Les Verts est quasi inexistant.**

**A** lors que les accords de Kyoto sont dans l'impasse, et que les effets de la catastrophe de Fukushima ne sont toujours pas maîtrisés, les lobbies nucléaires et pétroliers (gaz et huiles de schistes, gaz de houille) sont toujours plus actifs et se font entendre au sein même du PS et du Gouvernement. Le nucléaire n'est pas remis en cause et l'on s'attend à l'annonce de la fermeture de la centrale de Fessenheim à l'horizon

2040 ! Le gouvernement Ayrault reste décidé à imposer le projet d'aéroport à Notre Dame des Landes...

La deuxième conférence environnementale du Quinquennat a confirmé l'insuffisance des moyens mis en oeuvre : les engagements de la précédente conférence sont pour l'essentiel tout simplement recyclés : la transition écologique reste largement du domaine des effets d'annonce

Une question est posée à la gauche, notamment au Front de Gauche : l'enjeu ne peut être seulement de partager les richesses produites par un système économique mortifère, mais de changer de système.

Une autre l'est aux militant-e-s politiques se réclamant de l'écologie,

notamment au sein d'Europe Ecologie-les Verts : on ne peut inventer une alternative avec le fil à la patte de la participation à ce gouvernement.

Des actions, des projets communs sont à l'ordre du jour, en dépassant des divisions et schémas anciens, en travaillant ensemble, car une alternative globale au capitalisme et au productivisme est indispensable.

Les jalons pour une société solidaire et conviviale sont posés dans les luttes d'aujourd'hui, de Fralib à Notre Dame des Landes. Et les Alternatifs agiront pour que des projets solidaires et écologiques soient également portés dans les communes à l'occasion des Municipales de 2014.

Les Alternatifs s'inscrivent dans les expérimentations et mobilisations pour une alternative sociale et écologique. Celles-ci sont aujourd'hui portées par des milliers d'associations, d'individus, de communes, de régions à travers la planète. Ce foisonnement s'exprimera le 6 octobre à Bayonne avec Alternatiba.

Nous y serons. ■

FRALIB

## UN SOUFFLE AUTOGESTIONNAIRE

**L**es Alternatifs saluent la nouvelle phase de la lutte des Fralib : la réalisation d'une production militante, par les salarié-es eux-mêmes. Cette première production de sachets de tilleuls marque une rupture avec les pratiques du groupe Unilever : le retour à des produits naturels et locaux.

En voulant fermer l'usine de Gémenos (13), Unilever doit faire face à ses responsabilités sociales. Alors que trois plans de « sauvegarde » de l'emploi ont été retoqués en justice, Unilever a décidé unilatéralement de ne plus payer les salaires depuis le mois d'avril. L'importance de la solidarité, déjà forte dans les Bouches du Rhône et en PACA, sera cruciale face à Unilever et à un gouvernement indifférent au sort des salarié-es.

de transition permettant à la SCOP Thés et Infusions de vivre.

Pour les Alternatifs, Fralib, après SeaFrance, Helio-Corbeil, Fontanille, SET et Pilpa, montre les potentialités autogestionnaires des luttes sociales. Ils soutiennent et soutiendront les Fralib dans leur combat en faisant connaître leur projet de maintien de la production et de relance d'une filière régionale d'arômes naturels, en relayant le mot d'ordre de boycott des produits Unilever.

Alors que le gouvernement entend se donner bonne conscience en présentant une loi au rabais obligeant les patrons à chercher des repreneurs, Fralib ne devra pas être sacrifié comme Florange ou Pétroplus.

Unilever doit négocier un plan

**Vive la lutte des Fralib ! ■**

## « Ensemble, construisons un monde meilleur en relevant le défi climatique ! » Alternatiba, Bayonne dimanche 6 octobre

**Les Alternatifs soutiennent cette mobilisation et seront présents à Bayonne aux côtés de dizaines d'autres associations, organisations, collectifs militants..**

**L**e dimanche 6 octobre, une journée de mobilisation citoyenne ambitieuse et originale est organisée à Bayonne : Alternatiba, un véritable Village des alternatives, individuelles, collectives, territoriales et systémiques au changement climatique et à la crise énergétique. Des milliers de personnes y sont attendues.

Son objectif est de :  
-diffuser le message de l'urgence climatique, sensibiliser le grand public et les élus à la nécessité de baisser rapidement et radicalement nos émissions de gaz à effet de serre, interpellé sur les

conséquences dramatiques de l'absence d'accord international ambitieux, efficace, contraignant et juste sur le climat ;

-combattre l'effet possible de sidération, le sentiment d'impuissance et donc la démobilitation que peuvent provoquer la gravité et l'importance du défi climatique, en montrant que les solutions existent et qu'elles sont à notre portée, créatrices d'emploi, porteuses d'un monde plus humain, convivial et solidaire ;  
-appeler à mettre en route sans plus attendre la transition sociale,

# Notre Dame des Landes : l'automne de tous les dangers

énergétique et écologique nécessaire pour éviter le dérèglement profond et irréversible des mécanismes du climat. Loin des fausses solutions – injustes, dangereuses et inefficaces – prônées par certains (géo-ingénierie, OGM, agro-carburants, marchés carbone, mécanismes de compensation, nucléaire etc.), des milliers d'alternatives aux causes du changement climatique sont en effet mises en pratique tous les jours par des millions d'individus, d'organisations, de collectivités locales dans les domaines les plus divers.

Agriculture paysanne, consommation responsable, circuits-courts, relocalisation de l'économie, partage du travail et des richesses, reconversion sociale et écologique de la production, finance éthique, défense des biens communs comme l'eau, la terre ou les forêts, pêche durable, souveraineté alimentaire, solidarité et partage, réparation et recyclage, réduction des déchets, transports doux et mobilité soutenable, éco-rénovation, lutte contre l'étalement urbain et l'artificialisation des sols, aménagement du territoire soutenable, démarches de préservation du foncier agricole, défense de la biodiversité, sobriété et efficacité énergétique, énergies renouvelables, plans virage énergie climat, villes en transition, sensibilisation à l'environnement, etc. : les alternatives existent, elles ne demandent qu'à être renforcées, développées, multipliées !

Nous pouvons ainsi continuer à changer concrètement les choses chacun-e à notre niveau, et également renforcer la dynamique, la prise de conscience, le rapport de force permettant d'avancer vers les bonnes prises de décisions tant au niveau local qu'au niveau global.

C'est pourquoi nous serons présents, et nous appelons tout le monde à nous rejoindre à Alternatiba le dimanche 6 octobre. ■

**A**u sortir d'un été plutôt calme laissant enfin aux paysans et aux zadistes le temps de cultiver la terre et d'expérimenter des modes de vie alternatifs, la première salve est venue du Préfet de Loire Atlantique qui a pris trois arrêtés interdisant "tout transport de matériaux de construction, de carburant, d'explosifs, de produits inflammables et de feu d'artifice" sur les communes de Notre Dame des Landes et de Vigneux entre le 2 septembre et le 4 novembre. Exactement comme avant l'opération CESAR<sup>1</sup> de sinistre mémoire.

Car, côté gouvernemental, on fait de moins en moins semblant : si le Ministre des transports, M. Cuvillier, a reçu pour la première fois une délégation des opposants au projet d'aéroport - l'Acipa, l'Adeca, le collectif des pilotes et le Cédpa - pour affirmer que tous les engagements de l'Etat en matière de concertation et de respect des normes environnementales seront tenus, quelques jours plus tard, son collègue de l'environnement, Philippe Martin, affirmait sur Europe 1 "qu'à l'issue des consultations qui ont lieu actuellement, c'est un équipement qui devra se faire". Et en matière de consultation, c'est le Préfet de région qui est à la manœuvre.

Comme l'a rappelé Delphine Batho, l'ex-ministre de l'écologie vidée par Ayrault, sur le site écolo Reporterre le 11 septembre dernier, indique : "... les conclusions de la commission scientifique sont assez claires. La législation sur la zone humides fait que la méthode envisagée pour la compensation environnementale n'est pas possible. Si on suit la conclusion de la commission scientifique, en l'état, le projet d'aéroport ne peut pas être conforme à la loi sur l'eau". Conséquence : le Préfet vient de nommer une nouvelle commission, immédiatement dénoncée par les associations de défense de l'environnement

car elle n'intègre pas le moindre spécialiste de l'eau !

Les opposants avaient également pris contact avec le Parlement européen et la Commission européenne pour que les institutions européennes s'emparent du dossier de Notre Dame des Landes et s'engagent à faire respecter les directives européennes en matière de préservation de l'environnement. Et là, les résultats sont non seulement

## L'appel de Michel Tarin : « Nous serons là » !

Depuis le 17 septembre, jour de la seconde audition des pétitionnaires de Notre Dame des Landes par la commission des pétitions du parlement européen, les pro-aéroport pavoisent ! Laissons-les pavoiser ! Nous avons pris la mesure de l'immense collusion entre le PS, l'UMP et Vinci encore une fois sur ce sujet.

Ils vont vouloir passer en force ? Nous serons là !

Pour nous rien n'a changé depuis ce mercredi-là ! La pétition n'a pas été close malgré l'insistance de quelques députés (un lobbying béton avait été pourtant organisé !) et nous pourrions donc continuer à intervenir à Bruxelles ; tout comme la commission européenne nous serons bien sûr, nous aussi, très attentifs à la suite et nous sommes prêts à attaquer juridiquement tous les arrêtés à venir !

Les expulsions ne sont toujours pas possibles, les propriétaires refusant l'expropriation sont de plus en plus nombreux, etc

La résistance est là ! Cet aéroport ne se fera pas car nous avons raison – économiquement, écologiquement, juridiquement et politiquement - de nous battre contre ce projet fou ! Nous sommes la force qui gagnera !

Cet aéroport ne se fera pas car nous l'empêcherons par tous les moyens en notre possession ; nous utiliserons la désobéissance civile ! On nous arrêtera ! On nous mettra en taule ! Nous ne lâcherons rien ! La violence sera en face !

J'irai avec mon bâton (avec les forces qui me restent et dans la non violence !) sur le terrain et nous le défendrons mètre carré par mètre carré ! Je n'utiliserai pas mon bâton pour cogner sur les forces de police mais, comme lorsque les copains du Larzac montaient à Paris, nous ferons résonner le chant de nos bâtons sur les terres de la ZAD pour les protéger du saccage programmé.

J'en appelle à tous les comités de soutien de France et de Navarre ! Tenez-vous prêts à revenir cet hiver à Notre Dame des Landes ou à occuper les centres de décision politique là où vous êtes !

Ensemble, comme nous l'avons déjà démontré par nos actions et nos rassemblements, nous allons, non seulement arrêter ce projet d'un autre temps mais aussi et surtout, faire prendre conscience qu'un autre développement et un autre monde sont possibles !

Et à vous les porteurs du projet, je dis : « Chiche ! Revenez essayer de vider la zone ! » ■

Michel TARIN

# 11° Forum Social des Alpes-Maritimes

## EXTRAITS DU PROGRAMME :

### Vendredi 11 Octobre

SOIREE FESTIVE D'OUVERTURE  
DU 11ème FSD

• 18h30 Soupe «Harira» par l'association des marocains de France avec concert de «Elias Cruz de Melo» de la coopérative chansons alpes maritimes  
• 20h Projection du film «La logique des choses» de Magalie Dupont et Pierre-François Lauro en présence du co-réalisateur suivie d'un débat sur

«quelle stratégie sociale face au contexte mondialisé ?» (A.N.I., réforme des retraites etc...)

Syndicats Sud Solidaires, UD CGT 06, le S.A.F. et invité la CFDT 06

### Samedi 12 Octobre

Toute la journée sur le parvis: Votation citoyenne sur «le droit de vote des résidents étrangers» Associations LDH, MRAP et Sos Racisme

- 11h Avant-Première film «sur la route des luttes» sur la marche Nice-Notre-Dame-Des-Landes suivie d'un table ronde «face aux Grands Projets inutiles imposés : inventions un autre monde» associations On Sème Tous 06, Filières Paysannes et collectifs de soutien à Notre-Dame-Des-Landes 06, 83 et 84-
- «Penser, réaliser et vivre son habitat autrement» atelier participatif association Eco-Habitons 06
- «Défense des conquêtes sociales» association Comité pour une Nouvelle Résistance -
- 12h30 Apéritif équitable avec Artisans du Monde + Repas Partagé sur le parvis
- 14h00 «L'accord commercial transatlantique» avec Raoul Marc Jennar association A.T.T.A.C. 06
- «Le décrochage scolaire : conséquence des inégalités économique-sociales récurrentes et ou du système de l'institution scolaire elle-même ? »
- 17h «Manifeste pour une Dotation Inconditionnelle d'Autonomie (un projet de décroissance). avec les auteurs du livre dont Vincent Liegey association Réseau Objecteurs de Croissance 06
- «Les finances d'une collectivité territoriale expliquées et décryptées» atelier participatif association Collectif pour un Audit Citoyen de la Dette 06
- «la charte de la laïcité dans l'éducation nationale» Café Laïque associations A.L.P.A.M. , O.L.A.M. et A.F.L.

### SOIREE FESTIVE

- 19h Disco-Soupe par le Hub Nice
  - 20h Saynètes en niçois«encuèi» par le CCOC Pais Nis-sart et Alpenc
  - 20h30 Concert de la coopérative chansons alpes maritimes :
- Zine - Folie Douce et nouvelles compositions + guests

pas convaincants mais franchement alarmants : «Nous revenons de Bruxelles avec un sentiment mitigé ; nous pourrions être satisfaits d'avoir entendu la commission européenne dire qu'une procédure d'infraction était en cours depuis 2009 contre la France pour non respect de la directive sur les évaluations environnementales et que le cas de NDL entrainé dans ce cadre. Le « saucissonnage » des procédures permet en effet d'éviter de montrer les effets cumulés sur l'environnement des investissements connexes (routes, tram-train, zones d'activités etc.). Cependant nous regrettons que la commission semble croire sur parole l'État français quand il assure qu'il respectera la loi sur l'eau, à sa manière sans doute. Nous regrettons qu'elle n'ait pas voulu statuer à ce stade sur de possibles infractions sur les autres directives environnementales, et qu'elle reporte son jugement final à l'analyse des décisions à venir (arrêté loi sur l'eau et déplacement des espèces protégées). En tout état de cause, nous avons eu confirmation que les études complémentaires, auxquelles on nous demandait de participer « en toute transparence » étaient déjà faites et que la concertation proposée en préfecture n'était qu'un simulacre».

C'est dire qu'un passage en force, habillé d'un feu-vert de l'Europe, est non seulement d'actualité mais sans doute est-il déjà programmé. Et Matignon (Ayrault) est aujourd'hui à la barre pour décider de la date exacte en fonction de ce qu'il estimera être la meilleure opportunité

politique ?.

C'est dans ce contexte, que l'appel lancé par Michel Tarin, paysan à Notre Dame des Landes à la retraite, ancien gréviste de la faim et animateur historique de la mobilisation contre le projet d'aéroport, doit être entendu

La journée du 5 octobre, semons la Résistance, est une première réponse positive à cet appel de Michel à se remobiliser massivement et urgemment. Car, comme l'affirment ensemble ADECA(Association de Défense des Exploitants Concernés par l'Aéroport) , Copain 44 (Collectif des Organisations Professionnelles Agricoles Indignées par le projet d'aéroport. Le COPAIN est composé des CIVAM, du GAB44, de la Confédération paysanne, de Terroirs44 et d'Accueil Paysan) et Sème ta ZAD "le coup de force des politiques à Bruxelles conforte notre détermination commune à empêcher tous travaux de commencer »<sup>3</sup>. ■

### Julien DOUILLARD

1. "L'opération Cesar" c'est le nom qu'avait choisi les responsables de l'Etat pour l'opération militaire visant à détruire la Zad et expulser les opposants en octobre et novembre 2012.

2. Depuis la mi-septembre, les forces de gendarmerie se font nettement plus présentes sur la grande zone de Notre Dame des Landes. Jacques Auxiette, le président PS du Conseil régional, annonce le début des travaux pour octobre. Et l'armada des conseillers juridiques du groupe Vinci est à l'oeuvre pour que soit mis en oeuvre le partenariat public privé que lui a offert l'Etat : du béton et du pognon !

3. Le texte intégral de cet appel, et bien d'autres informations sur l'actualité à Notre Dame des Landes, sont disponible sur le site de Alternatifs 44 : <http://www.alternatifs44.com> et sur celui de l'ACIPA <http://acipa.free.fr>



# Atelier sur les formes d'auto-organisation et de mobilisations dans les quartiers populaires

*Nous avons choisi de retranscrire l'essentiel du contenu de la discussion en attribuant les propos tenus à leurs auteurs. Parfois, nous avons essayé de les rendre plus explicites sans les transformer. Parfois, les notes prises rapidement ne nous permettaient plus de comprendre a posteriori le sens des propos tenus. Dans ce cas, nous avons préféré les supprimer. Peut-être avons nous omis telle ou telle intervention ? Nous nous en excusons par avance.*

Jean FALCO et Guy GIANI

L'introduction est faite à deux voix par Janie Arnéguy Guy Giani ;

**Guy** : L'état des lieux dans les quartiers populaires fait ressortir deux éléments-clés :

\* Le premier tourne autour de la question sociale : le taux de chômage des moins de 25 ans avoisine les 50 % dans les 741 ZUS (« Zones Urbaines Sensibles », terminologie qui est celle des autorités politiques et administratives). La précarité y est galopante. Cette question est prise en compte dans les discours des organisations de la gauche de gauche.

\* Le second renvoie à la dimension sociale, essentiellement la place des populations issues de l'immigration post-coloniale : discriminations massives y compris à l'école, contrôle au faciès, violences policières, stigmatisation de l'islam ...etc ...) Cette dimension est peu prise en compte, voire déniée, par les organisations de la gauche de gauche qui disent pourtant prendre en compte les préoccupations des classes populaires (30% environ des habitant-e-s des quartiers populaires sont issu-e-s des immigrations post-coloniales, très majoritairement de culture musulmane).

Sur ce second point, les réponses politiques sont apportées par des organisations nées de ces immigrations comme le Mouvement Immigration Banlieue, le FSQP, aujourd'hui le Front Uni des Immigrations des quartiers populaires, le Collectif Maman Toutes Egales, le Collectif contre le racisme et l'islamophobie ou les différents collectifs Vérité et Justice qui mettent en cause l'impunité dont bénéficie les policiers meurtriers. C'est positif mais la gauche de gauche est hors jeu.

Janie : A Nîmes Il y a 6 quartiers classés

en ZUS soit près de 40 000 personnes, un habitant sur quatre. Le terme de « zone » devrait être supprimé. Dans ces quartiers il y a aussi des associations locales actives et impliquées dans les projets de rénovation urbaine. Les habitant-e-s sont tout à fait capables d'interpeller les politiques (10 nîmois.es ont participé

à la rencontre des 29 et 30 juin à Paris sur les quartiers populaires, initiée par le ministre de la ville François Lamy suite à un rapport rédigé par une sociologue et par le président d'une association née de l'immigration (AC Le Feu) Mohamed Mechmache.

Nous devrions davantage nous appuyer sur les expériences d'élu.e.s ou d'habitant.e.s militant dans ces quartiers. Il faut apporter des réponses immédiates à la souffrance des habitant.e.s de ces quartiers

## DÉBAT :

**Fernanda** : Le rapport et la rencontre dont Janie a parlé ont été bouclés en un temps record pour faire contre-feu au 30ème anniversaire de la Marche pour l'Egalité qui s'organise au travers de différentes initiatives. Il est critiqué par le FSQP. Le ministre de la ville, F.Lamy, maire de Palaiseau a initié l'expulsion des Roms et a retiré sa délégation d'élu à S.Guichard qui ne partageait pas son point de vue. Les 30 ans de la marche pour l'Egalité ne doivent pas donner lieu à une commémoration parisienne.

**Tarek** : Sur le fond, la gauche de gauche est en échec. Dans cette université d'été, les mots « immigré », « quartiers populaires » et « islamophobie » n'ont pas été prononcés. Même dans les organisations les moins racistes on n'arrive pas à lier ces différentes problématiques. Pourtant, Vals n'est-il pas en train de franchir un nouveau pas en proposant la fin du regroupement familial ? (le Danemark l'a adopté). Même s'il y a des organisations réactionnaires de l'Islam et pas de « théologie de la libération musulmane », l'islamophobie doit être combattue.

**Jean François** : l'islamophobie prend racine dans une conception ébriquée de

la laïcité qui condamne la religion parce qu'elle n'admet pas la dimension culturelle du fait religieux. Pourtant, il n'y a aucune raison de penser qu'une militante qui porte le voile ne peut pas faire évoluer les choses.

**Gilles** : A Grenoble nous avons une situation qui empire avec une croissance électorale du FN. Le problème principal reste celui du chômage. Les politiques urbaines se réduisent à des opérations contestables de démolition.

Dans notre approche, il faut tenir compte d'une demande de tranquillité publique de la part d'une population souvent exaspérée par le bruit et les nuisances. Les rencontres avec la population immigrée sont difficiles à organiser et les associations qui se créent refusent l'engagement politique, elles s'en tiennent au « terrain ».

**Alain** : dans sa commune, un local a été mis gratuitement à disposition comme lieu de culte pour les musulmans. Il a relevé des inscriptions qui l'ont heurté comme par exemple : « Charia dans la vie quotidienne » De même que le port du voile à la piscine dans un centre de vacances.

**Bruno** : Notre débat superpose plusieurs discussions qui ont chacune leur légitimité. Prof pendant 21 ans dans un quartier populaire et élu au conseil de quartier, je juge négatif le bilan des politiques de la ville. Même sur l'emploi – question centrale- lors qu'il y a eu une petite embellie sous la gauche plurielle (loi Aubry sur les 35 h) elle a échappé aux quartiers populaires. Il faut donc des mesures radicales dont une réduction massive du temps de travail et engager des luttes contre les discriminations (logement, emploi...).

A propos de la loi de 2004 sur le voile, au prétexte de lutte contre les signes religieux à l'école, il s'agit d'une violence faite aux filles voilées. Les raisons du port du voile sont différentes et souvent d'une durée limitée dans le temps.

Le sociologue Saïd Bouamama a pointé dans le compte rendu du débat parlementaire, au moment du vote de la loi, les « délires » sur l'islam, la polygamie et le voile... Il s'agit d'une loi anti-laïque mais aussi anti-féministe parce qu'elle s'en prend aux filles. D'ailleurs, la laïcité organise le non prosélytisme pour l'enseignant et non pour l'élève. Aujourd'hui un projet de loi prévoit son extension à l'université (il semble que ce ne soit plus

envisagé). Le débat est présent au sein des Alternatifs : 3 textes ont été soumis à la discussion et doivent être enrichis. Il nous faudra bien adopter une position. Quant aux révolutions arabes elles montrent un phénomène de sécularisation car le poids de l'islam recule, même si sa représentation politique conservatrice ou djihadiste pèse dans la situation politique aujourd'hui.

**Une camarade de Nîmes** : Sur BFM-TV on a pu voir le ministre Valls en kipka et cela ne donne lieu à aucune réaction. Pourtant, n'est-ce pas une atteinte à la laïcité ?

**Frédéric** : Tous les problèmes vécus aujourd'hui dans les quartiers populaires étaient pointés dans le livre de P.Bourdieu « La misère du monde », écrit il y a 20 ans. J'habite à Lyon, dans un quartier populaire de centre-ville et d'immigration ancienne. On y voit des gens qui dorment dans la rue mais aussi des initiatives comme la transformation d'un squat en centre culturel. Le grand défi est de faire naître des alternatives

**Fernanda** : nous sommes tous, toutes imprégnés,es des stéréotypes qui font de la religion musulmane une ennemie. Par exemple, lors de la rédaction d'un tract après l'assassinat de Clément Méric avec le PCF et le PG, on s'est heurté au diktat de ce dernier qui refusait le terme « islamophobie ». Il n'y a pas de véritable place dans les partis de gauche pour l'immigration.

**Jean François** : Le problème clé est celui de l'emploi et du choix de société. Une société démocratique doit permettre l'expression et la coexistence de différentes cultures.

**Gilles** : le pouvoir utilise parfois une stratégie du laisser-faire pour alimenter le ressentiment. Par exemple, on laisse brûler les voitures plutôt que d'intervenir au plus vite. Sur les projets de rénovation urbaine, la participation populaire est faible.

**Une camarade de Nîmes** : Fait référence aux expulsions pour cause de rénovation urbaine comme à Marseille (quartier de la Juliette) qui vide les quartiers de sa composante populaire, souvent issue de l'immigration..

**Alain** : Souligne que l'islam politique est incompatible avec la République.

**Janie** : Il faut s'orienter vers l'auto-organisation dans les quartiers populaires. La présence dans les ateliers d'urbanisme représente un atout pour faire avancer les choses.

**Tarek** : On est face à un échec de la politique de la ville. L'islam salafiste doit être combattu au même titre que l'islamophobie mais rien n'interdit la progression d'un islam de gauche.

**Brigitte** : Le FN est très fort à Mulhouse (zone frontalière) et il existe un sentiment réel de discrimination dans l'immigration. Ce sont les organisations turques qui sont les plus implantées et les turcs laïcs sont nombreux. On observe toutefois une tendance à baisser les bras dans les réseaux de solidarité..

**Frédéric** : Il faut se mobiliser autour des services publics et des commerces de proximité dont la disparition fragilise le lien social.

**Guy** : Il est intéressant de constater que nous peinons à traiter de l'auto-organisation, thème de l'atelier, et que le débat est polarisé par la place des musulmans dans les quartiers populaires.

En France, la tradition de l'universalisme républicain qui renvoie dans les faits à une logique assimilationniste entre en contradiction avec le caractère multiculturel de notre société. Elle engendre des souffrances que nous ignorons trop souvent. Les populations issues de l'immigration post-coloniale aspirent à être « des citoyens à part entière » et non « des citoyens entièrement à part ».

Les travaux sur l'abstention électorale dans les quartiers populaires montrent qu'elle a un caractère de plus en plus politique : elle exprime un rejet de la représentation politique, beaucoup trop éloignée des préoccupations de ceux-celles qui vivent dans ces quartiers. La multiplication des collectifs « Vérité et Justice » (voir ^plus haut) est synonyme d'une politisation croissante des jeunes issus de l'immigration post-coloniale. Nous la nions parce que nous n'en comprenons pas le sens.

Il faut envisager des réponses politiques avec des mesures d'affirmative action comme aux Etats-Unis (accès au logement, à la formation, à l'emploi ...) Les zones d'éducation prioritaire (ZEP) ont été une première tentative, timide. Elle ont été démantelées.

**Jean François** : A Grenoble tout un quartier s'est mobilisé pour obtenir un commerce et refuser un chauffage urbain au coût élevé. C'est un exemple à suivre.

**Fernanda** : Pense qu'on doit raisonner en termes d'égalité des droits plutôt qu'en recourant à une politique de discrimination. Par exemple pour lutter contre l'échec

scolaire.

**Gilles** : Que ce soit avec les zones franches pour les entreprises ou les ZEP pour les élèves des quartiers populaires, les discriminations positives mises en place ont échoué. Nous devons réclamer une égalité de droits et de moyens. Il nous faut encourager les gens à faire part des discriminations négatives subies comme on l'a fait avec le testing à l'entrée des boîtes de nuit.

**Guy** : Les zones franches sont un contre-exemple en matière de discrimination positive. L'égalité des droits est un objectif et l'affirmative action est justement un moyen d'y parvenir.

**Alain** a mis l'accent sur le combat à mener contre l'islam politique. C'est le jihadisme et l'islam autoritaire et conservateur qu'il faut combattre car au sein de l'islam politique en général, il y a des courants progressistes.

Concernant la tranquillité et la sécurité, l'augmentation des trafics trouve sa source dans la pauvreté. Il nous faut réfléchir à une police de proximité dont les missions et l'action seraient totalement différentes de la BAC (brigade anti-criminalité) qui est devenue une milice d'état contre les nouvelles classes dangereuses.

**Janie** : Les réponses peuvent surgir des quartiers populaires eux-mêmes. Ainsi, à l'ouest de Nîmes, une communauté tchétchène a canalisé la violence des garçons par la pratique des sports de combat.

**Guy** : Les Alternatifs doivent porter un processus visant à adopter un texte sur la laïcité, le voile et l'islamophobie. Ce débat peut être porté au sein du FDG dont certain,es militant,es ont créé un « Collectif contre l'islamophobie. Pourquoi ne pas créer un groupe de travail sur les quartiers populaires ?

**Tarek** : souhaite qu'une proposition de texte du même type soit porté dans le cadre de la nouvelle organisation que nous voulons construire.

Conclusion provisoire :

Une commission de travail « Quartiers populaires » devrait/pourrait être créée au sein des Alternatifs ? Elle aurait vocation à s'intégrer dans une commission du même type au sein de la nouvelle organisation, voire en constituer l'aiguillon.

Sa première tâche pourrait être de débattre et d'adopter une CHARTE DES QUARTIERS POPULAIRES

# Fin du déversement : le trop plein du chômage

Le texte ci-dessous est une transcription partielle de mon intervention à l'université 2013 (Beaulieu), précédant la présentation des analyses d'André Gorz (voir Rouge et Vert n° 367).

La croissance du chômage semble inexorable, à défaut de mesures efficaces, en rupture avec le paradigme dominant, ce qui perdure c'est une sorte de résignation honteuse camouflée derrière une série de molles réformes, rideau de fumée et camouflage. Le PS ne demeure « socialiste » que par inertie sémantique (F. Lordon), converti au « socialisme de l'offre », il ne faut guère s'étonner de sa perte de crédibilité dans les classes populaires, dont l'offre (de force) de travail est sans cesse dévaluée...

Examinons rapidement les solutions proposées. A quelques nuances près, elles ne sont ni gauche, ni droite, procèdent d'un calcul rationnel, d'un « réalisme responsable ».

## - Croissance.

Pour créer de l'emploi il faut de la croissance. Et, à minima 1,5%, seuil en dessous duquel l'économie ne peut accueillir les nouveaux entrants sur le marché du travail (augmentation de la population active). **Faux.** Il est possible de créer de nombreux emplois sans croissance. Sous conditions, conséquences de choix économiques et politiques.

- . réduction du temps de travail et embauches proportionnelles,

- . freinage des gains de productivité dans les secteurs où les valeurs d'usage durable (la qualité, durabilité) devraient être préférées à la dictature des cadences infernales, à la production de l'abondance jetable. L'agriculture comme le tertiaire relationnel ne peuvent que s'enrichir en ralentissant. Meilleurs produits alimentaires, relations sociales apaisées...emplois de qualité.

## - Relocalisations.

Ce pourrait être un choix stratégique intéressant, qui, pour être bénéfique pour l'emploi, et la souveraineté industrielle (en parallèle à la souveraineté alimentaire préconisée par la confédération paysanne... circuits raccourcis pour les produits de l'industrie), cette volonté suppose de prendre de grandes distances par rapport aux diktats de la mondialisation/ globalisation à la recherche incessante des coûts de production les plus bas. Avec comme composante des coûts : la masse salariale, le(bas)niveaux des salaires. Observation courante, constat d'évidence...

A court et moyen terme, le retour productif vers l'hexagone n'est possible (parce que rentable), que dans le cadre d'une production fortement automatisée, robotisée dont la maintenance cybernétique nécessite peu de main d'œuvre hautement spécialisée.

In fine, c'est une résurgence de la question du choix de l'affectation des gains de productivité.

## - La formation.

Oui, nécessairement, il faut aujourd'hui former les jeunes aux métiers de demain, permettre la formation permanente des moins jeunes en adéquation avec les demandes du marché du travail. Ceci admis, force est de constater que si le nombre d'emplois disponibles n'augmente pas, nous aurons des chômeurs qualifiés, des surnuméraires diplômés.

Cet examen critique rapide, insuffisant<sup>1</sup>, des postulats et, de facto, des préconisations des « experts » et prolifiques décideurs économiques, pour être davantage structuré (convaincant ?) appelle l'élargissement du panorama sociologique et historique.

Bref retour aux sources des « trente glorieuses », immersion dans les flots du déversement.

## Fin du déversement...

La formulation théorique du « déversement » est due à Alfred Sauvy, démographe et économiste. Avec des modulations différentes elle est reprise par Alain Madelin et divers prêcheurs libéraux, dont le médiatique François Langlet.

Phénomène séculaire, l'augmentation des gains de productivité dans le secteur primaire (agriculture), induit un déversement de la main d'œuvre vers le secteur secondaire (déversement : moins de paysans, plus d'ouvriers dans l'industrie), mais la recherche de l'efficacité perdure également dans le secteur secondaire, conséquence : suite du déversement vers le secteur tertiaire. Qui n'échappe pas aux impératifs de productivité. Le déversement a atteint des limites difficilement franchissables, même l'invention de faux emplois occupationnels, de gestion et de contrôle social,... ne peut masquer le trop plein de main d'œuvre, le chômage déborde... les non rentables prolifèrent. La réduction – féroce – du temps de travail n'est

toujours pas à l'ordre du jour. A qui profite ce criminel « oublié » ?

Robert Kurz (2), en accord avec nombre d'analystes (dont André Gorz) de diagnostiquer :

« *C'est une constante, la productivité, liée à l'informatisation et à la robotisation du travail a fait des bons spectaculaires en 20 ans.* » Et, dans tous les secteurs (cf. déversement). Kurz de continuer : « *...l'économie de marché est fondée sur des revenus découlant du travail. Si celui-ci est de moins en moins rémunéré ou remplacé par de machines, les fondations même du système capitaliste sont menacées.* » La dictature du calcul économétrique est lourde de menaces : « *... finalement, le droit à l'existence est garanti seulement par ce ou par celui qui est rentable [...]* tous ceux qui n'ont pas de capacité de travail, sont par principe des vies sans valeur. [...] Dans le monde entier, les « non-rentables doivent expérimenter la « dévalorisation de la vie » absolue et relative » Capitalisme et barbarie : « *Jusqu'à présent cachée, la tête de méduse intrinsèque à la logique capitaliste devient visible.* » Combien de victimes pour satisfaire les adorateurs de la « valeur travail » ?

Oui,... un sursaut s'impose... Mettre l'imagination au pouvoir, contre les pouvoirs de la « science » économique qui prétend décrire objectivement (!?) la réalité qu'elle construit pour notre plus grand malheur. ■

Alain VÉRONÈSE  
Août 2013.

## Notes ;

1 - Un interlocuteur me fit remarquer que je ne prenais pas en compte la création d'emplois que la reconversion écologique, même partielle de l'économie exigerait : énergies renouvelables, qualité thermiques des bâtiments, constructions ou rénovations, investissements des villes en transition, agriculture moins intensive,... de façon générale le scénario « négawatt ». Oui, urgent, utile et nécessaire, mais insuffisant pour occuper, en France, 5 millions de chômeurs au moins...

2 – *Non rentables, unissez-vous !* Robert Kurz. Osez la république sociale, 2013.



# Les accords d'Oslo : une avancée... sabotée par les dirigeants israéliens.

**A** l'heure où l'on parle à nouveau de négociations de paix entre Palestine et Israël (cf R&V n° 367), il me semble indispensable de revenir sur le processus de paix des années quatre-vingt-dix, appelé « processus d'Oslo », car c'est dans la capitale norvégienne qu'on eu lieu les principales négociations qui ont abouti, le 13 Septembre 1993, à la signature par l'OLP et le gouvernement israélien de la « Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'auto-gouvernement ».

Au lendemain de la première « guerre du Golfe » (1990-1991) et alors que la première intifada se poursuivait, écornant sérieusement l'image d'un État israélien qui se révélait colonisateur et répressif, les États-Unis poussent à l'organisation d'une conférence israélo-arabe qui s'ouvre à Madrid le 30 Octobre

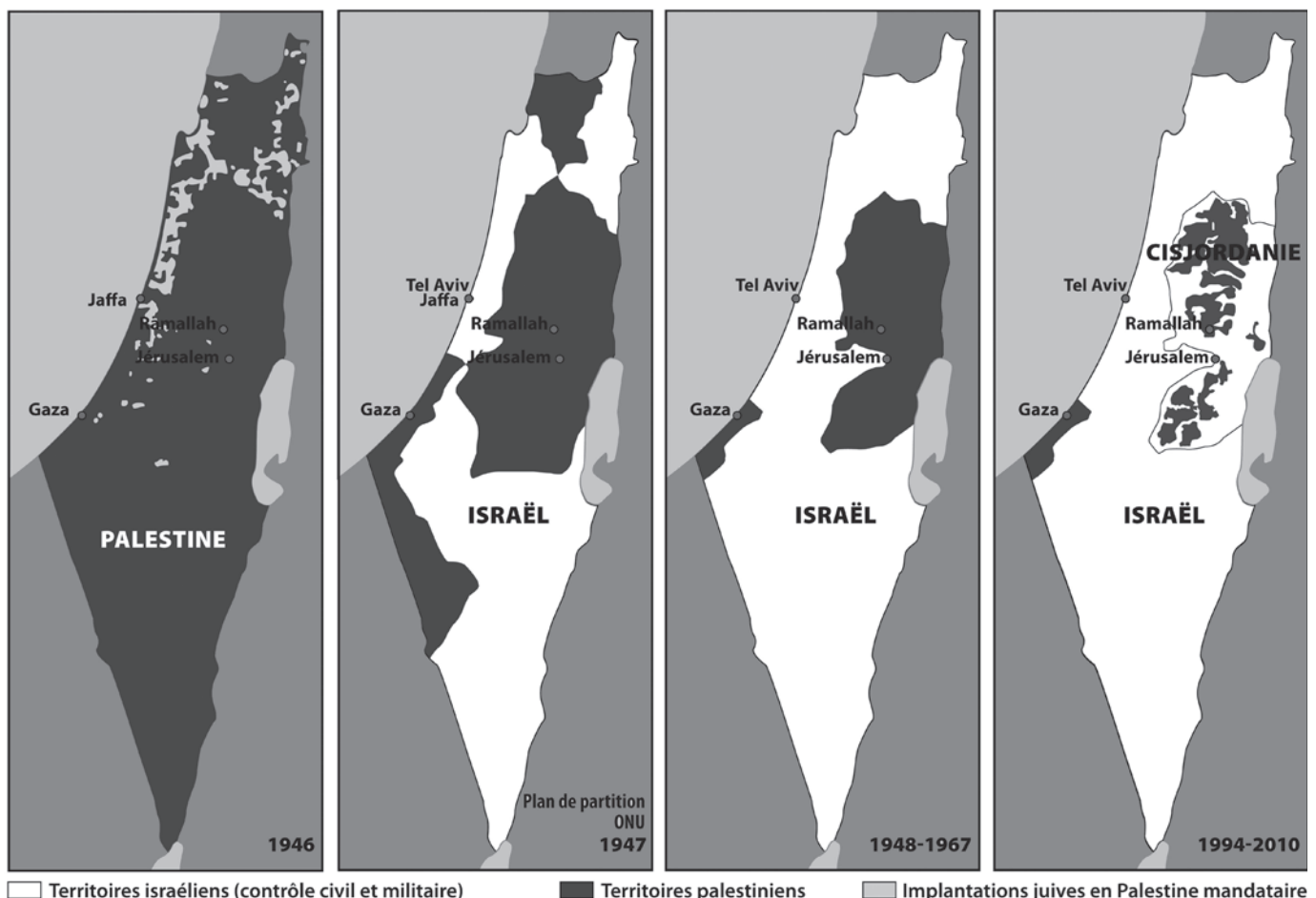
1991, sous le parrainage de l'ONU, des E-U., de l'URSS et de la CEE. Le blocage du gouvernement du gouvernement de droite israélien, dirigé par I. Shamir, ne permet pas la moindre avancée. Il faut attendre la victoire électorale de la coalition de gauche, dirigée par le travailliste I. Rabin, en juin 1992, pour que les négociations reprennent à Madrid, puis soient doublées par des négociations secrètes à Oslo à partir de janvier 1993.

Ces négociations ont abouti à un accord de reconnaissance mutuelle les 9 et 10 Septembre 1993 entre l'OLP et Israël ; notons que, si l'OLP reconnaît l'État d'Israël, Israël ne reconnaît pas le droit aux Palestiniens d'avoir leur propre État, mais seulement l'OLP. Cet accord est suivi, le 13 Septembre à Washington, de la signature, par Y. Arafat et I. Rabin

d'une « Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'auto-gouvernement ». Il ne s'agit donc pas d'un accord de paix, mais du premier pas d'un processus devant « aboutir à un accord de paix, juste, total et durable, ainsi qu'à une réconciliation historique ». Cet accord prévoit la mise en place d'une autonomie d'abord à Gaza et Jéricho, puis d'élections en Palestine, le redéploiement des troupes israéliennes en dehors des zones peuplées et l'engagement d'une négociation sur le statut final de la Palestine.

Cet accord n'a pas que des partisans, d'un côté comme de l'autre. Côté palestinien, le Hamas et le Jihad islamique, qui ne reconnaissent pas Israël, sont en net désaccord ; côté israélien, la droite et l'extrême-droite y sont fortement opposés. Le 25 février 1994, un colon

## ÉVOLUTION DE LA PALESTINE DEPUIS 1946



d'extrême-droite, massacre 29 Palestiniens en prière dans la mosquée d'Abraham à Hébron. Les négociations continuent et aboutissent le 4 mai 1994 à un accord sur les modalités d'application de la « Déclaration » du 13 septembre 1993. Cet accord marque le début d'une période d'autonomie de cinq ans pour Gaza et Jéricho, autonomie qui sera progressivement étendue. Les négociations sur le statut final de la Palestine devront commencer avant la fin de la période d'autonomie (4 mai 1999). L'opposition aux accords se radicalise, aussi bien chez les Palestiniens (assassinat de colons puis, attentats du Hamas et du Djihad islamique) que les Israéliens (appels au meurtre de I. Rabin par une partie de la droite et l'extrême-droite). Un nouvel accord, dit Oslo II, est signé le 28 septembre 1995, il prévoit, entre autres, l'extension thématique et spatiale de l'autonomie et l'élection des instances qui formeront l'Autorité nationale palestinienne (Conseil national et Présidence).

Le 4 novembre 1995, à la suite de campagne particulièrement haineuse et violente, I. Rabin est assassiné par un étudiant juif d'extrême-droite. Son successeur, S. Pères, multiplie les erreurs politiques et perd les élections législatives de mai 1996. Le nouveau gouvernement, issu de la coalition droite, extrême-droite et paris religieux, dirigé par B. Netanyahou, stoppe les négociations avec les Palestiniens. Aux élections législatives anticipées de mai 1999, la coalition de gauche dirigée par E. Barak l'emporte de justesse. Le président étasunien, B. Clinton, impose la tenue d'un sommet israélo-palestinien à Camp David (juillet 2000) ; mal préparé, en particulier du côté israélien, et surtout sans véritable désir d'aboutir de la part du gouvernement israélien, c'est un échec dont E. Barak réussit à faire porter la responsabilité sur Y. Arafat, alors que les propositions israéliennes étaient inacceptables par la partie palestinienne (cf C. Enderlin, Le Rêve brisé, Fayard, 2002). Le 28 septembre 2000, la visite provocatrice d'Ariel Sharon sur l'Esplanade des mosquées à Jérusalem-Est entraîne le déclenchement de la seconde intifada. Le processus d'Oslo est définitivement enterré. ■

Jacques FONTAINE

# La physique, science fondamentale ou « la science voilée face aux fondamentalistes »

Le 15 mai 2013, à la maison de l'Amérique Latine à Paris, je découvre Faouzia Charfi invitée à parler de son livre, intitulé « la science voilée » ou encore la science face aux fondamentalistes.

Elle est là entourée de Georges Morin Président de l'association Coup de Soleil, organisatrice de l'évènement et de Edouard Brézin.

La salle est pleine, elle est composée majoritairement de scientifiques, physiciens ou mathématiciens, originaires du Maghreb ou non. On sent aussi combien Faouzia Charfi est respectée et estimée. En plus de la fonction qu'elle exerce, elle est une militante des Droits de l'Homme, combat qu'elle a longtemps partagé avec son époux, Mohamed, décédé en 2008.

Faouzia Charfi est physicienne, et enseigne à l'université de Tunis. Dans son livre, elle veut faire part de son expérience et dire qu'elle est la situation de l'enseignement scientifique aujourd'hui et particulièrement depuis quelques années.

Elle rappelle ce que fut la science dans le Maghreb en remontant dans l'histoire :

- d'abord la référence à la Grèce, avec Aristote, Ptolémée... et surtout la science arabo-musulmane du 8ème au 14ème siècle, un véritable âge d'or avec l'astronomie, la médecine, des ébauches de la théorie de l'évolution bien avant Darwin, cela dans une atmosphère favorable. Puis ce fut l'influence de la science occidentale et des grands noms comme Laplace ou Newton. C'est à partir du 14ème siècle que, petit à petit, la science a quitté le monde musulman.

- le 19ème siècle fut très agité, avec une réaction de vouloir retrouver un âge d'or, hélas perdu.

Tout au long de sa carrière, elle a débuté en 1964, son but sera d'enseigner la science dans toute sa dimension, son esprit est rationnel. Depuis de nombreuses années, la science se heurte à un obscurantisme véhiculé par des fondamentalistes.

Georges Morin président de « Coup de Soleil » a mené une carrière d'enseignant universitaire à l'IEP de Grenoble, puis intègre l'inspection générale de l'administration de l'éducation. Il a occupé différents postes ministériels de 88 à 93 et a des liens forts avec le Maghreb. Edouard Brézin fut président du CNRS et de l'académie des sciences, rapporteur des Etats Généraux de la recherche et de l'enseignement avec le collectif « Sauvons la recherche ».

Or la science s'est délivrée de tout dogme à travers le concordat, la science ne s'occupe pas des religions, elle les ignore, mais les religions n'ignorent pas la science, c'est également vrai dans le monde anglo-saxon avec les créationnistes.

Aujourd'hui, la théorie de l'évolution n'est plus enseignée dans les sections mathématiques, cela veut dire que les ingénieurs ne savent pas forcément que cela existe et que l'esprit critique n'existe plus, l'interrogation dérange et il y aura de moins en moins de bons chercheurs.

Une autre réalité, ce sont aussi les jardins d'enfants coraniques, avec comme obligation de réciter le coran, c'est aussi la séparation garçons/filles et des petites filles déjà couvertes.

La Tunisie voit arriver des prédicateurs qui arrivent des pays du Golfe avec énormément d'argent mais aussi un esprit rétrograde. Un groupe de salafistes est présent de façon permanente en face de la faculté de Tunis et de lycées.

Nous ne sommes pas plus protégés ici, en France, Edouard Brezin soulignait la difficulté d'enseigner certaines disciplines comme la théorie de l'évolution et la seconde guerre mondiale et pourtant, ici comme ailleurs, Faouzia Charfi a bien insisté l'école est le seul rempart en face de l'ignorance et d'une régression galopante. Elle plaide pour que l'esprit scientifique renaisse. Elle dit aussi que la résistance s'organise.

Pour cela, la formation des scientifiques doit passer par l'enseignement de l'histoire, de la littérature.

Il faut maintenir les liens entre nos pays, l'Europe ne doit pas se couper du Sud.

Lors de son intervention Faouzia Charfi, tout en décrivant une situation difficile, fait preuve d'une grande combativité, c'est aussi une personne généreuse. Elle va continuer à enseigner. ■

OLYMPE

Entre abolition des privilèges et réforme des retraites :

## Une première dans le Sud Vienne

En annonçant la première fête du Front de gauche en Sud Vienne, le quotidien régional « Centre Presse » a vu juste (pour une fois ! ) : les prochaines échéances électorales et les stratégies différentes (relevées à l'envie par les médias) étaient loin des préoccupations des quelques 250 participants de cette fête du 8 septembre.

Les animateurs du collectif FDG Sud Vienne avaient placé cette journée « abolir les privilèges, pour une politique fiscale juste » volontairement entre nuit du 4 août et mobilisations contre la réforme des retraites.

Pari réussi si l'on en croit les interventions, débats du matin, et les échanges moins formels de l'après-midi, entre restauration assurée par des éleveurs militants, stands (PCF, PG, Gauche alterna-

tive – stand commun Alternatifs et GA - , FSU, CGT, France Amérique latine, ...), programmation musicale concoctée par une association locale de promotion des pratiques amateurs.

Le camarade des Alternatifs au nom du Collectif FDG Sud Vienne a rappelé le travail effectué sur les cantons ruraux d'Availles Limouzine et de l'Isle Jourdain depuis 2 ans : une dizaine d'assemblées citoyennes, interventions sur les marchés, foires, ... ; interpellation d'élus ; bulletins d'information autour de thèmes sensibles ( services publics, gel de terres agricoles, santé, ...).

Le collectif FDG sud vienne est animé par des militants communistes, autogestionnaires, altermondialistes, écologistes, syndicalistes .... ■

De notre correspondant



### NOTE DE LECTURE

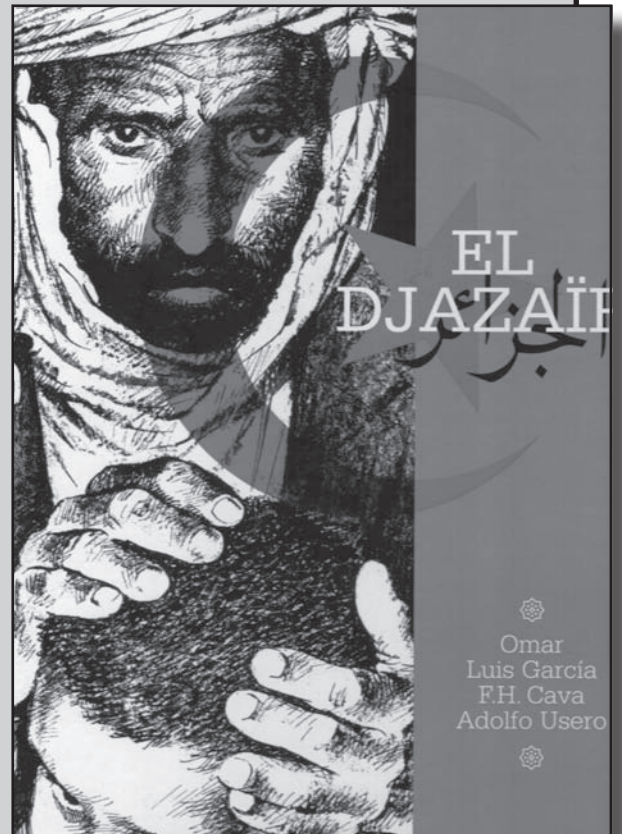
## El Djazaïr\* de Omar, Luis Garcia, F. H. Cava et Adolfo Usero

Il n'est pas coutume dans notre presse de parler de BD, c'est parfois dommage.

Je viens de lire El Djazaïr, une vieille BD, publiée en 1979 en Espagne, sous le titre Argelia, mais traduite en français seulement en 2012. C'est une œuvre de commande du régime boumédiéniste qui, selon son auteur, Luis Garcia, serait « susceptible de servir de complément au film de Pontecorvo » (La Bataille d'Alger, 1966). C'est un chef d'œuvre, aussi bien par son graphisme -noir et blanc- que par son fond qui résume en 42 pages et 250 vignettes 124 années d'une histoire coloniale (1830-1954) qui ne pouvait se terminer que dans la violence révolutionnaire de la guerre de libération. L'essentiel de l'ouvrage concerne la période 1911-1954 avec la participation -obligatoire- des Algériens aux deux guerres mondiales et les massacres de Sétif et Guelma (mai 1945). La BD est complétée par des notices historiques, plusieurs postfaces de 2012 (interview de Luis Garcia, contributions de Farid Boudjellal, Salah Amokrane...) et une importante bibliographie. Je conclusai en citant un autre auteur de BD, Farid Boudjellal (Juifs-Arabs, Le Cousin Harki...) : « El Djazaïr est à la bande dessinée ce que La Bataille d'Alger est au cinéma ». Bel hommage, tout à fait justifié. ■

JF

\*Ici Même Éditions, Nantes. Librairie Envie de lire, Ivry-sur-Seine.



## UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

Chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités femmes/hommes, guerres... Le Monde est à transformer. La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète. Nous voulons un autre Monde. Il se construit de mobilisations en forum sociaux. Nous affirmons qu'il est possible de construire une gauche alternative pour une société solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

## ★ ROUGES

Les Alternatifs agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale; un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes; un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations, le racisme, l'homophobie. Contre le capitalisme ultra-libéral et autoritaire qui détruit les acquis sociaux et marchandise nos existences, nous défendons pour toutes et tous le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.

Face à l'offensive libérale planétaire, il faut un changement radical et profond: Une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant des mobilisations sociales, d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques). Les Alternatifs sont partisans de la convergence des luttes et internationalistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du Monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.



## AUTOGESTIONNAIRES



La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous, une démocratie active:

Dans le champ économique : nouveaux droits pour les travailleurs; remise en cause des hiérarchies; développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la finalité de la production; appropriation sociale: Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.

Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment

en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales.

Dans le champ politique : développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); contrôle et révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s; droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections..

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique; pour des institutions internationales au service des Peuples.



## VERTS

Nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais nous dénonçons la logique du profit et du

productivisme. La crise écologique est là avec les perturbations climatiques. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alter-développement est notre réponse pour le futur: Agriculture paysanne et autonomie alimentaire; refus du pillage des ressources naturelles; aménagement équilibré des territoires et relocalisation des activités; abandon du nucléaire; politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies renouvelables; utilité sociale plutôt que règne de la marchandise.

L'écologie est une dimension essentielle de notre projet d'émancipation; un projet à l'échelle de la planète.



## ♀ FEMINISTES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs tant que les femmes auront un statut mineur.

Les Alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux. Pour une égalité réelle entre femmes et hommes: Politique, avec une parité effective; sociale et professionnelle, contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales; dans la sphère privée. Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes. Pour des structures d'accueil de la petite enfance. Pour un changement de regard sur l'éducation des enfants et le développement de structures d'accueil adaptées aux besoins des parents

## PAS D'AUTRE POLITIQUE SANS POLITIQUE AUTREMENT

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, replis sur soi... Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement: L'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'implication dans les luttes, d'élaboration collective et de débats. Les

responsables nationaux sont des bénévoles, mandatés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les décisions prises par celle-ci.

Les Alternatifs sont une formation politique ouverte et unitaire. Pour eux, luttes sociales et action politique doivent converger sur

un pied d'égalité. Ils sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle. L'action collective, la construction d'un projet d'émancipation sont primordiaux.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.